Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 19 (1992)
Heft: 6

Artikel: Espace économique européen : la Suisse dit non
Autor: Tschanz, Pierre-André / Weck, Roger de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912739

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

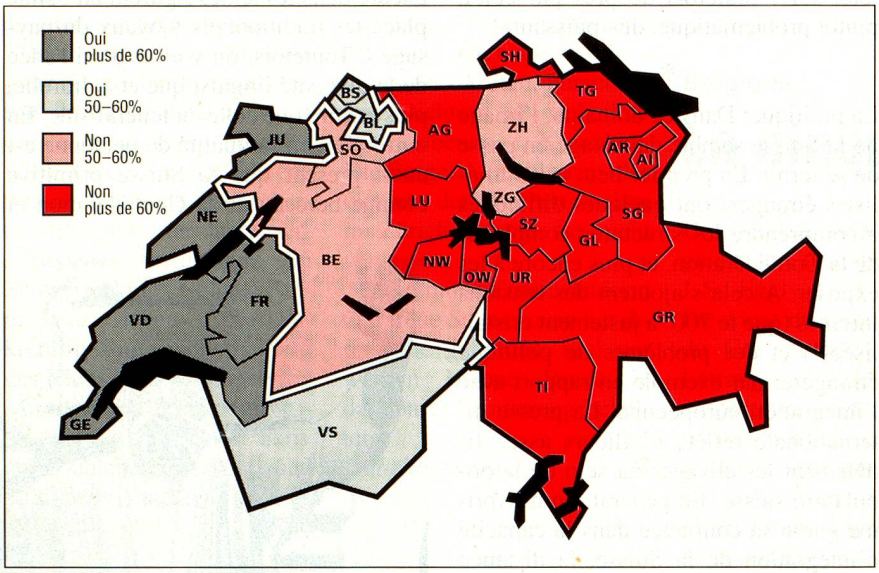
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Espace économique européen

La Suisse dit non



A la double majorité du peuple et des cantons, la Suisse a décidé le 6 décembre 1992 de ne pas participer à l'Espace économique européen. Au terme d'un débat passionné, parfois violent, le non l'a emporté à une très courte majorité de quelque 23 000 voix sur 3,8 millions de bulletins ou, en d'autres termes, à 50,3%. Au vote des cantons, seuls les six cantons de Suisse romande et les deux demi-cantons de Bâle (Bâle-Ville et Bâle-Campagne) se sont trouvés dans le camp du oui, alors que le reste de la Suisse alémanique et le Tessin sont dans le camp du non.

Conséquences imprévisibles

Comme ce fut le cas pour le non danois au traité de Maastricht le 2 juin 1992, il n'est guère possible de prévoir toutes les conséquences du vote des Suisses pour la Suisse d'une part et pour l'Europe de l'autre. Une conférence diplomatique européenne sera convoquée pour déterminer le sort de l'accord sur l'Espace économique européen. Sur le plan intérieur, le programme Eurolex – adaptation d'une soixantaine de lois au droit de la Communauté européenne – achevé en octobre dernier par le Parlement devient caduc. Si l'Espace économique européen se fait sans la Suisse – il ne peut entrer en vigueur comme prévu le 1er janvier 1993, en même temps que le marché unique communautaire – l'accord de libre échange de 1972 entre la Suisse et la Communauté européenne reste en vigueur. Le gouvernement suisse entend garder toutes les options ouvertes, y compris celle de l'adhésion à la Communauté européenne (une demande d'ouverture de négociations a été déposée en mai 1992). Sur le plan intérieur, le gouvernement envisage un «programme de revitalisation» de l'économie, afin de permettre à cette dernière de faire face aux discriminations résultant de l'avènement du marché intérieur communautaire dès 1993.

Participation record

La participation au scrutin a été exceptionnellement élevée; 78,3 pour cent des ayants droit se sont exprimés, soit un niveau de participation jamais plus connu en Suisse depuis 1947, lors du vote sur l'introduction de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité (AVS/AI).

Les plus fortes proportions de non proviennent de la Suisse centrale (Uri, Schwyz, Obwald), alors que le oui est très vigoureux dans l'ensemble de la Suisse francophone (Neuchâtel, Vaud, Genève, Jura). A noter que dans les cantons bilingues de Berne, Fribourg et Valais, les régions francophones ont voté oui, alors que les régions germanophones ont des majorités de non. A ce clivage entre francophones et reste de la Suisse, s'ajoute un clivage entre villes et campagnes en Suisse alémanique (les principales villes comme Zurich, Berne ou Bâle ont produit des majorités de oui).

Pierre-André Tschanz

Commentaire

Notre première pensée s'adresse à la Suisse romande, qui a essuyé une rebuffade lors de la votation populaire la plus importante depuis des décennies. Aujourd'hui, il y a effectivement un fossé. Personne ne peut le nier et tous doivent s'efforcer de le combler. Cela ne sera pas facile. La Suisse alémanique a le devoir de faire preuve de solidarité.

Cela commence dans la vie de tous les jours: chacun devrait chercher et pratiquer le dialogue, surtout s'il a voté non. Le Conseil fédéral et le Parlement sont eux aussi interpellés: ils devront encore mieux tenir compte des préoccupations de la Suisse romande, d'autant plus que celle-ci est tout spécialement touchée par la crise économique et qu'elle espérait que l'EEE apporterait une amélioration. Mais avant tout, il serait catastrophique que la politique européenne se fasse à l'avenir en faisant abstraction de toute une partie de notre pays. Lorsque, au cours des semaines à venir, on discutera de la marche à suivre, il faudra écouter très attentivement la voix des Romands.

Notre deuxième pensée concerne l'avenir. Le peuple et les cantons se sont prononcés pour la voie solitaire. Cette décision doit être respectée; mais il faudra aussi accepter les difficultés qui nous attendent. Ce n'est pas tellement aux perspectives économiques qu'il est ainsi fait allusion; sans l'EEE, la crise sera plus dure, mais la majorité a accepté ce risque.

La cassure politique laissera des cicatrices beaucoup plus profondes. Jamais encore, le Conseil fédéral, le Parlement, les partis, les syndicats et une grande partie des milieux économiques n'ont subi une aussi lourde défaite. Cependant, la Suisse, qui s'est divisée sur une question capitale, doit maintenant plus que jamais trouver la force d'assurer sa prospérité. Aura-t-elle l'énergie nécessaire à cela et trouvera-t-elle le consensus indispensable?

Pour cela, la «revitalisation de l'économie» si souvent prônée – pour autant

Revue de Presse

C'est avec une certaine consternation que la presse suisse a accueilli le non du peuple et des cantons suisses du 6 décembre 1992 à l'Espace économique européen. A l'instar du gouvernement et du Parlement, la presse, dans sa très grande majorité, s'était rangée dans le camp du oui, une partie d'entre elle se lançant même dans le «missionnariat» pour le oui.

Sous le titre «la Suisse ne sait pas où elle va», Pascal Garçin, dans le **Journal de Genève**, explique que deux camps se sont affrontés dans ce vote.

«Les partisans du oui à l'Espace économique européen voient la Suisse telle qu'elle est, avec ses capacités d'ouverture sur le monde, ses facultés d'adaptation, mais aussi avec ses rhumatismes et ses manies de vieux pays.

En revanche, les partisans du non, souvent avec une parfaite honnêteté voient la Suisse telle qu'elle devrait être, ou telle qu'elle a été: dotée d'un dynamisme, d'une créativité, d'une originalité, d'une combativité qui, selon eux, lui permettralent, seule, de tenir son rang face aux autres pays, et de bien le tenir.»

«Una spaccatura pericolosa», titre le **Corriere del Ticino**. Carlo Manzoni écrit:

«Au vu du résultat de la votation sur l'EEE, deux évidences sautent aux yeux: le clivage entre les groupes linguistiques et les divergences entre la population et la classe politique.

Le premier de ces faits est le plus inquiétant. Pour un pays né de la volonté de différentes populations de s'unir dans la diversité, la cassure entre la Suisse romande d'une part et la Suisse alémanique et le Tessin d'autre part laisseront sans aucun doute des traces.»

Dans la **Basler Zeitung**, on peut lire sous la signature de Hans-Peter Platz, rédacteur en chef:

«En tant que partisan de l'EEE, on peut se consoler en se disant que le temps et l'évolution des choses favoriseront le rapprochement et, finalement, sans doute aussi le rattachement de la Suisse à une Europe qui est en train de s'agrandir et probablement aussi d'obtenir toujours davantage de succès et que, par conséquent, le non à l'EEE ne peut être que provisoire. Pour nous, les conséquences en matière de politique intérieure seront plus graves et plus immédiates qu'en matière de politique européenne.»

«Wege aus dem Schock», titre la **Neue Zürcher Zeitung**, sous la plume de son rédacteur en chef Hugo Bütler:

«Il ne sera possible d'agir avec succès et de surmonter la propension helvétique au découragement et à la résignation que si notre pays retrouve – après le déchirement de cette votation – davantage de cohésion sur le plan intérieur et un projet commun en matière de politique extérieure. Une phase importante du débat sur la place et le rôle de la Suisse dans une Europe intégrée dans une large mesure est maintenant close. Mais l'échec qu'a subi le traité EEE ne met pas un point final au débat. Parmi les leçons qu'il faut en tirer, il y a la constatation que le gouvernement a trop tardé à manifester clairement son intention de proposer l'adhésion de la Suisse à ce projet. A partir de cette position de faiblesse, avec une espèce de mauvaise conscience, le gouvernement a, dans un premier temps, fait le fâcheux amalgame de l'accord EEE et de l'adhésion à la CE. C'est là le talon d'Achille que l'on a offert aux adversaires de l'intégration. Le Parlement a mis fin à cette confusion, mais trop tard. En outre, ce n'est que très tardivement que les grands patrons de l'économie, notamment ceux de la Suisse alémanique, se sont engagés énergiquement en faveur de l'accord EEE qui, en tant qu'évolution normale de notre politique traditionnelle de libre-échange, aurait été dans l'intérêt général de notre pays.»

Parmi les «missionnaires» du oui, le rédacteur en chef du **Nouveau Quotidien**, Jacques Pilet, qui écrit:

«La Suisse doit poursuivre la voie que son gouvernement a tracée avec lucidité et courage dès ce printemps.

Elle participera, avec ses partenaires de l'AELE, aux discussions en vue d'une adhésion pleine et entière à la Communauté européenne. Et contribuera ainsi, dès les premières négociations, à définir le visage que celle-ci se donnera dans les années qui viennent. Les sept Sages ont la responsabilité du pays, ils doivent avoir le courage de voir loin, plus loin que le peuple.»

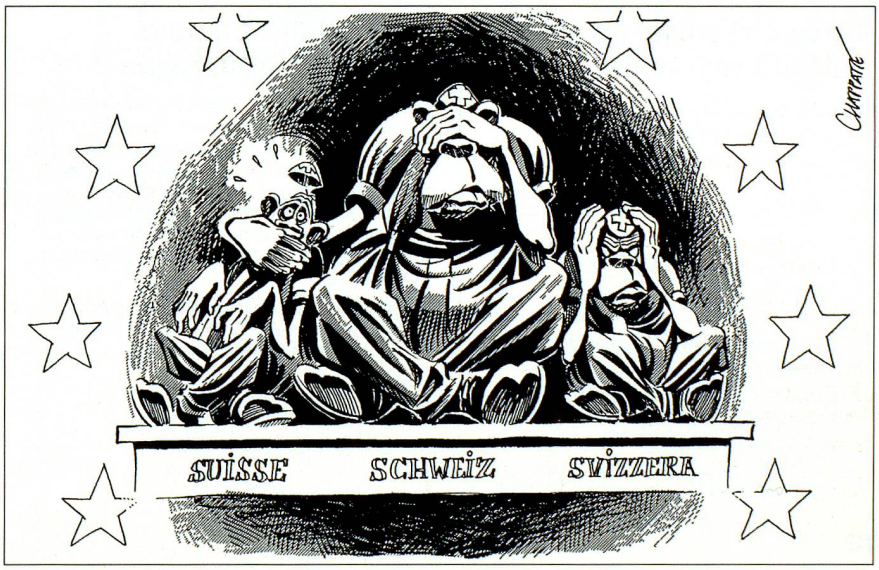
PAT

Votations fédérales

7 mars 1993
6 juin 1993
26 septembre 1993
28 novembre 1993
Les objets n'ont pas encore été déterminés

---

qu'elle réussisse dans une période de luttes acharnées pour une nouvelle distribution des revenus – ne suffira pas, tant s'en faut. Il faudra du temps pour que la Suisse redéfinisse son orientation. Dans notre pays, la situation devient confuse et inquiétante.

Notre troisième pensée s'adresse à nos partenaires européens. A l'avenir, lorsque nous voudrons obtenir quelque chose d'eux, ils auront peu de raisons de se montrer arrangeants. Et pourtant, comme toujours en matière de diplomatie, la porte doit rester ouverte. Cela présuppose que le Conseil fédéral ne retire pas sa demande de négociations sur l'adhésion à la Communauté européenne. A la fin de se premier grand débat sur l'Europe, même les vainqueurs ne font pas preuve d'une joie débordante; la plupart des gens sont pensifs. Cependant, le prochain débat ne tardera pas; beaucoup de choses donnent à penser qu'il se déroulera différemment.

Roger de Weck, rédacteur en chef du «Tages-Anzeiger»